

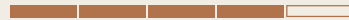
Synthèse

L'économie mondiale est traversée par des tendances très structurantes à l'horizon 2050, dont certaines pourraient conduire à des tensions, voire des impasses, remettant en cause leur fonctionnement.

- Un questionnement plus global sur la capacité des systèmes économiques à répondre aux besoins fondamentaux des sociétés, à prendre en charge les inégalités, et à atténuer les externalités climatiques et environnementales.

Mégatendance I

Probabilité



Ralentissement durable de la croissance économique dans les pays développés, en lien avec l'essoufflement de ses moteurs historiques

On observe, depuis plusieurs décennies, une tendance au ralentissement de la croissance économique dans de nombreux pays notamment développés. Cette dynamique s'explique par la baisse de la population active, le ralentissement des gains de productivité et la saturation partielle de la demande. Même dans les pays émergents, le rythme de la croissance tend à diminuer à mesure de leur développement.

Si ce ralentissement perdurait, il aurait plusieurs implications majeures pour les pays concernés :

- Une remise en cause des modèles de développement fondés principalement sur la croissance du produit intérieur brut (PIB).
- Des pressions accrues sur le financement de certains biens et services collectifs, notamment ceux relevant de la protection sociale.

Mégatendance II

Probabilité



À l'horizon 2050, persistance d'inégalités importantes dans le monde, de plus en plus déterminées par le patrimoine

Au cours des deux derniers siècles, l'accélération de la croissance économique a constitué un levier important de réduction de la pauvreté et des inégalités, tant à l'échelle internationale qu'au sein des pays. Entre 1820 et 2019, la part de la population mondiale incapable subvenir à ses besoins de base est passée de 75 % à 10 %¹. Ces progrès spectaculaires demeurent toutefois insuffisants et tendent à stagner depuis les chocs du début de la décennie. À l'avenir, les inégalités en matière de répartition des revenus et des patrimoines pourraient rester très marquées, voire s'accroître. Elles pourraient générer des tensions politiques et sociales fortes, et fragiliser l'atteinte d'objectifs nécessitant une coordination internationale et une acceptabilité sociale (en matière climatique, par exemple). Ces inégalités pourraient aussi susciter des critiques de plus en plus fortes du système économique capitaliste, qui en serait jugé responsable.

¹. ROSER Max, « Extreme Poverty: How Far Have We Come, and How Far Do We Still Have to Go? », *Our World in Data*, 27 août 2023. URL : <https://ourworldindata.org/extreme-poverty-in-brief>. Consulté le 10 septembre 2025.

Mégatendance III

Probabilité



Poursuite de la financiarisation, qui peine à répondre aux besoins de l'économie réelle et à intégrer le temps long

Le système financier a connu plusieurs transformations majeures au cours des dernières décennies, en particulier une explosion des volumes des actifs financiers sous son contrôle, ainsi qu'une interconnexion croissante à l'échelle mondiale. Ce système est désormais largement influencé par des acteurs non bancaires et des logiques spéculatives. Les tentatives de régulation se révèlent globalement insuffisantes pour empêcher les crises financières, orienter les investissements vers certains secteurs jugés prioritaires et lutter contre le court-termisme. En conséquence, les logiques financières peuvent avoir une influence majeure sur les acteurs économiques, qui tendent à privilégier la création de valeur pour les marchés financiers plutôt que la satisfaction des besoins de l'économie réelle.

Il en résulte une déconnexion croissante entre le système financier et les besoins de l'économie et des sociétés, qui pourrait se poursuivre à l'avenir. En l'absence de remise en cause du fonctionnement actuel des marchés financiers, ce décalage risque de compromettre un certain nombre d'investissements dont la rentabilité ne se manifeste qu'à long terme, et pour lesquels le coût de l'inaction est majeur – notamment ceux liés à la transition écologique. Par ailleurs, la financiarisation de certains biens et services essentiels répond avant tout à des logiques de rentabilité et non de bien-être des populations, en plus de générer des inégalités d'accès majeures.

Mégatendance IV

Probabilité



À l'horizon 2050, des stocks suffisants de ressources naturelles, mais des tensions croissantes sur leur accessibilité

La demande mondiale de matériaux a été multipliée par environ 3,5 depuis 1970 (combustibles fossiles, biomasse et minerais) et pourrait encore croître de 60 % à l'horizon 2050. Elle sera tirée principalement par les pays en développement, en lien notamment avec leurs besoins de construction d'infrastructures. À cet horizon, la disponibilité physique des énergies fossiles, des métaux et des minerais est *a priori* garantie. En revanche, l'accessibilité d'un certain nombre de ressources pourrait être compliquée par des tensions géopolitiques et commerciales. Depuis le début des années 2010, le nombre de mesures commerciales protectionnistes prises dans le monde a été multiplié par six, notamment dans le cadre de la rivalité sino-américaine².

En parallèle, l'accélération des impacts du changement climatique devrait affecter à la fois la disponibilité et la qualité des ressources (notamment agricoles et forestières), mais aussi les infrastructures de production et de commerce. Selon une étude de *Nature*, à l'horizon 2050³, les impacts du changement climatique entraîneraient en moyenne une diminution de 19 % de la croissance du PIB mondial par rapport à une trajectoire hypothétique sans impacts climatiques. Ces tensions pourraient perturber fortement les cycles de production et les chaînes de valeur, et favoriser l'émergence de modèles économiques alternatifs, notamment ceux relevant des principes de l'économie circulaire.

2. « The World's Trade and Industrial Policy Watchdog », GlobalTradeAlert. URL : <https://globaltradealert.org/>. Consulté le 10 septembre 2025.

3. KOTZ Maximilian, LEVERMANN Anders et WENZ Leonie, « The Economic Commitment of Climate Change », *Nature*, vol. 628, avril 2024, p. 551-557. URL : <https://www.nature.com/articles/s41586-024-07219-0>. Consulté le 10 septembre 2025.

Mégatendance V

Probabilité



Des trajectoires de transition écologique insuffisantes pour réduire les pressions environnementales

Les limites planétaires correspondent à un ensemble de processus biophysiques et biogéochimiques déterminants pour la régulation du système Terre : climat, biodiversité, cycles de l'eau, du carbone, des nutriments, ou encore qualité de l'air. En 2025, il est estimé que six voire sept de ces neuf limites seraient déjà dépassées.

Afin de réduire la pression des sociétés humaines sur les écosystèmes, de plus en plus de pays s'engagent dans des trajectoires de transition écologique, impliquant des transformations technologiques, organisationnelles et comportementales. Cette transition se concentre pour l'instant surtout sur le volet énergétique, donc sur la réduction drastique de la consommation d'énergies fossiles, en lien avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans de nombreux pays développés, notamment en Europe, on enregistre ainsi une croissance significative de la part des énergies renouvelables dans le *mix* énergétique. Néanmoins, ces progrès restent insuffisants : dans le scénario tendanciel de l'Agence internationale de l'énergie, la consommation d'énergie finale dans le monde augmenterait de 20 % à l'horizon 2050 et la neutralité carbone du secteur énergétique ne serait pas atteinte. Pour y parvenir, plusieurs freins devraient être levés, passant par un accroissement significatif des financements dans les énergies renouvelables et l'électrification, et par un désinvestissement tout aussi élevé dans les énergies fossiles. Face aux oppositions que suscite la mise en œuvre de la transition écologique, une intégration plus globale de ses cobénéfices économiques, sociaux et géopolitiques, dans les stratégies mises en œuvre, apparaît nécessaire, au-delà du seul intérêt environnemental.

Enjeux transversaux

À l'horizon 2050, ces tendances font émerger des questions majeures pour l'avenir des systèmes économiques : dans un contexte de stagnation de la capacité du capital manufacturé à produire de la richesse, quelles modalités de création de valeur demain ? Plus globalement, quelle pertinence de la croissance économique pour répondre aux besoins individuels et collectifs ?

Ces problématiques renvoient à des logiques d'organisation des modèles économiques : quelle place pour les acteurs publics et le marché dans l'orientation de l'économie ? Quel degré d'internationalisation des activités économiques ? Quels modes de financement ? Quelles modalités d'exploitation et de gestion des ressources naturelles ?

Visions d'avenir à l'horizon 2050

Les évolutions et enjeux présentés ci-dessus nourrissent des représentations du futur variées qui motivent les attitudes et les actions des individus comme des organisations. Nous les avons schématisées en six « visions d'avenir » qui constituent, au terme de notre analyse, les grandes logiques de représentation du futur que l'on peut distinguer aujourd'hui dans les discours et / ou positionnements de ces acteurs (pouvoirs publics, entreprises, société civile...).

Vision d'avenir 1

Croissance verte et résiliente

Les acteurs promouvant cette vision perçoivent le système économique capitaliste et libéral comme indispensable et efficace pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés. Le concept de croissance verte vise à adapter et orienter, par des mécanismes

incitatifs, les modes de production et de consommation pour en réduire les impacts sociaux, climatiques et environnementaux. Sur le plan social, la structure inégalitaire du système économique actuel est perçue comme inévitable, mais gérable par différents mécanismes de solidarité et de redistribution, à l'échelle nationale comme internationale. Sur le plan environnemental, la croissance verte repose notamment sur l'objectif d'un découplage absolu entre la croissance économique et les externalités qu'elle génère : émissions de gaz à effet de serre (objectif de neutralité carbone), consommation de ressources naturelles et impacts sur les limites planétaires.

Vision d'avenir 2

État planificateur

Les acteurs défendant cette vision considèrent que l'État doit donner les grandes orientations de l'économie, en assurant un rôle de planification des investissements et de la production. Dans ce modèle, la gouvernance est centralisée, mais elle se décline à l'échelle d'écosystèmes territoriaux, où la concurrence forte entre entreprises et les effets de réseau peuvent stimuler l'innovation. Ainsi, cette logique donne une importance forte aux acteurs publics (État et gouvernements locaux), mais elle s'inscrit dans une logique de coopération avec les forces du marché (pas de collectivisation des moyens de production).

Vision d'avenir 3

Capitalisme d'empire

Les tensions croissantes qui affecteront les flux de ressources, qu'elles soient réelles ou fantasmées, nourrissent l'imaginaire d'un « capitalisme de la finitude », pour reprendre les termes d'Arnaud Orain⁴. Ces tensions alimentent un capitalisme à dimension impériale, dont l'objectif premier réside dans le maintien,

voire l'accroissement de la puissance économique et géopolitique nationale, en valorisant la souveraineté des moyens de production et l'appropriation de ressources par la force.

Vision d'avenir 4

Ultralibéralisme

Les acteurs promouvant cette vision considèrent que les contradictions associées au modèle néolibéral actuellement dominant pourraient être dépassées par une exacerbation des logiques de compétitivité, une dérégulation massive et une montée en puissance du secteur privé par rapport à l'État.

Vision d'avenir 5

Planifier la décroissance

Les partisans de cette vision militent pour une remise en cause profonde du système capitaliste. Ils considèrent que ce modèle économique est intenable compte tenu des externalités sociales et environnementales qu'il génère. Or, ils estiment aussi que le découplage absolu entre croissance du PIB et impacts environnementaux est impossible. En conséquence, la remise en cause de la logique du toujours-plus devient la seule réponse possible pour éliminer les externalités négatives des systèmes économiques. Cette vision propose donc de repenser le fonctionnement des modèles économiques et les modalités de gestion des ressources (naturelles et humaines) pour que la marchandisation et la recherche de croissance et de profit économique ne soient plus des priorités.

4. ORAIN Arnaud, *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e-XXI^e siècle)*, Paris : Flammarion (Le Présent de l'histoire), 2025.

Vision d'avenir 6**Anticapitalisme local et communautaire**

Les acteurs promouvant cette vision formulent une critique forte du capitalisme, de la mondialisation et de ses acteurs, considérés comme responsables de la majorité des externalités environnementales, des dégradations climatiques et des inégalités. La critique de l'État est également centrale dans ces représentations. Il est jugé comme un acteur entretenant les dynamiques de domination au cœur du capitalisme, ou simplement en

incapacité de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux par l'imposition de contraintes fortes aux acteurs économiques. Les risques de dépendance envers des acteurs étrangers, ainsi que de défaillance des systèmes économiques et financiers (crises voire effondrement) peuvent également motiver ces représentations. En réponse, les acteurs défendant cette vision prônent la mise en place de systèmes collectifs beaucoup plus autonomes à des échelles infranationales voire locales. Ils considèrent que la restructuration des systèmes économiques doit plutôt se faire autour d'acteurs publics et privés locaux.

ÉCONOMIE ET RESSOURCES

MÉGATENDANCES, TENDANCES ET INCERTITUDES

LÉGENDE

CHAPITRE

Mégatendance

Tendance lourde

Incertitude majeure

